

Arrêté n° 1896 CM du 15 septembre 2022 portant application de l'article LP. 19 de la loi du pays n° 2022-1 du 11 janvier 2022 relative aux sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française

(NOR : SGG2121486AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°76 N du 23/09/2022 à la page 20666 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 23/09/2022

Le Président de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la loi du pays n° 2022-1 du 11 janvier 2022 relative aux sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2022,

Arrête :

Article 1er

Le rapport écrit mentionné à l'article LP. 19 de la loi du pays susvisée du 11 janvier 2022 contient notamment les informations portant sur :

- l'exposé de l'activité de la société durant l'exercice écoulé ;
- les événements important survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi ;
- le montant des dividendes et des autres revenus distribués mis en paiement au titre des trois derniers exercices précédents ;
- l'analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement ;
- l'actionnariat et les opérations afférentes aux actions de la société ;
- les prises de participation dans le capital des sociétés commerciales ;
- l'évolution des résultats par rapport aux objectifs fixés ;
- l'évolution prévisible et les perspectives de la société ;
- les principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée ;
- le bilan social et plus précisément sur le fonctionnement des organes sociaux.

Art. 2

Dans le cas où la Polynésie française ou ses établissements publics disposent de plusieurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, ces derniers peuvent présenter, à leurs organes délibérants respectifs, un seul rapport écrit. Celui-ci doit être signé par tous les représentants concernés.

Art. 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2022.

Edouard FRITCH.